



En avant vers la refondation démocratique et sociale

Page 4 et 5

Les Nouvelles de Loire Atlantique

Bimensuel édité
 par la Fédération
 de Loire-Atlantique
 du Parti Communiste
 Français

Pour tout renseignement :
 02 40 35 03 00
 ou redac.nla@orange.fr

Numéro 955

25 avril 2013

prix : 0,70 €

**1 mai,
 5 mai,**

**pour le droit au
 travail,
 contre l'austérité
 et la finance**

Le krin de l'espoir

PCF  **FRONT
 DE GATCHE**

**Vite, la 6^e
 République !**

Transparence

*L'écran de fumé
 qui masque l'essentiel*

2

Arcelor Basse-Indre

Ils ne lâchent rien !

3

Paix

*Pourquoi j'ai écrit
 « arrêter la bombe »
 par Paul Quilès*

5

Une politique socio-culturelle ambitieuse

*Par Sandrine Fleurimont
 maire adjointe
 de Saint-Herblain*

6

Soutenez l'Humanité

**OÙ EST PASSÉ L'ARGENT DE
 MADAME BETENCOURT ?**



8

Tout le monde haïssait Pinochet, à part bien sûr Mme Thatcher..!

Décédée le 8 avril à 87 ans, elle était une pièce maîtresse du trio contre-révolutionnaire avec Pinochet (1973) et Reagan (1981). Dans « la stratégie du choc » Naomi Klein explique comment l'école néolibérale américaine animée par Milton Friedman, devait alimenter la révolution conservatrice. De 1979 à 1990, durant trois mandats successifs, « la dame de fer » applique cette idéologie « du moins d'Etat – moins d'impôts » visant à briser systématiquement les piliers de l'Etat providence, en privatisant les services publics. Pour appliquer son programme elle détruit toute résistance syndicale, notamment pendant la grande grève des mineurs de 1984-1985 (6 morts, 20000 blessés et 11000 personnes arrêtées). Le succès militaire sur les argentins aux malouines, lui permet de se faire réélire en 1983. Intransigeante face aux nationalistes irlandais de l'IRA, elle laissera mourir lors d'une grève de la faim, Bobby Sands et 9 de ses compagnons. A son arrivée le pays comptait 1,1 million de chômeurs. A son départ ils seront 1,7 million. **Un success story qui lui vaut les compliments du Figaro et du FN.**



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par **Véronique Mahé**



Aujourd'hui les Françaises et les Français se sentent trahis. Celui qui incarnait la politique d'austérité imposée à notre peuple était un professionnel de l'évasion fiscale.

Chaque jour, nous sommes de plus en plus nombreux à gauche à ne pas nous reconnaître dans la politique gouvernementale actuelle. Soumission aux politiques d'austérité européennes, explosion du chômage et de la précarité, échec des prévisions économiques du gouvernement, pacte de compétitivité égal à 20 milliards de cadeaux fiscaux supplémentaires pour les entreprises, vote à l'Assemblée nationale du projet de loi transcrivant l'ANI dans la loi avec le soutien du Medef, tout cela amplifie la crise au lieu de la combattre. **Pour sortir de cette logique destructrice, il y a une urgence : celle d'un changement de cap pour mettre en œuvre une politique répondant à l'attente populaire, une politique qui s'attaque au pouvoir de la finance et restaure le pouvoir démocratique du citoyen.** Notre responsabilité est immense dans la mobilisation et le rassemblement de toutes les forces du

Nous devons engager toutes nos forces dans la réussite de la marche citoyenne du 5 mai pour une alternative à l'austérité et la 6^{ème} République

changement. **Nous devons engager toutes nos forces dans la réussite de la marche citoyenne du 5 mai pour une alternative à l'austérité et la 6^{ème} République.** Le Conseil National, réuni dans l'urgence, a souhaité que cette mobilisation soit une première étape vers la tenue d'Assises pour une refondation sociale et démocratique qui se tiendront le 16 juin prochain. Partout, il nous faut relancer le débat citoyen, multiplier les initiatives. **Nous devons inviter toutes celles et tous ceux qui ont voulu le changement à la construction d'un nouveau contrat politique de gauche.** Lors du meeting du 10 avril à Martigues, Pierre Laurent disait : « **Nous voulons aller au delà du Front de gauche, nous voulons un Front populaire, un front du peuple, un front citoyen qui deviendra irrésistible !** ». Soyons résolument rassembleurs, soyons les actrices et les acteurs d'une nouvelle ère de la démocratie.

La transparence, l'écran de fumée qui masque l'essentiel.



Quand au printemps dernier une majorité nouvelle chassait le pouvoir Sarkozyste et l'UMP, l'exigence de la population et les promesses du nouveau gouvernement étaient les mêmes : « **le changement maintenant !** »... C'est-à-dire l'effacement de dix années de droite, le développement des services publics pour favoriser l'emploi, la hausse des salaires, des minima sociaux et des retraites, la conquête de droits nouveaux... Or à la veille de l'anniversaire de cette victoire, le dégoût rivalise avec l'écœurement. « on a pas voté pour ça ! ». Les ravages causés par les aveux du ministre chargé de la lutte contre la fraude fiscale sont venus accentuer la crise de confiance. D'autant que le président et son premier ministre persistent dans le renoncement politique et l'abandon de son camp historique.

La publication des patrimoines des ministres, instrumentalisée en recette magique n'amène aucune vraie solution à la crise politique. Le fait que certains prétendants à la présidence de l'UMP se soient précipités pour publier le leur, en dit long sur l'opération de diversion qui tend à masquer la gangrène du régime. D'autres choisissant la dérision caricaturale, ont déclaré jusqu'à leur nombre de kayaks ou de vélos... Tout cela contribue à jeter la suspicion sur tous les élus de la République et alimentent le slogan frontiste « tous pourris ! ». Or la majorité d'entre eux et notamment les élus communistes, sont des citoyennes et citoyens engagés pour des valeurs, qui donnent

beaucoup de leur temps et de leur énergie pour le bien commun au détriment de leur vie de famille et de leur santé (rappelons qu'ils sont les seuls à verser la totalité de leurs indemnités à leur parti pour développer les luttes). La plupart de ces élus, sont issus du monde du travail et ont rarement des patrimoines financiers à faire fructifier dans des paradis fiscaux. **L'ennemi du peuple, ce ne sont pas les élus qu'il se donne, mais l'oligarchie financière qui depuis des décennies s'accapare tous les secteurs de la vie du pays. Les connivences entre les milieux financiers et ceux des cercles de pouvoirs, politiques, médiatiques, voire judiciaire et entrepreneuriaux, voilà l'ennemi à combattre.**

A l'heure où de plus en plus de voix s'élèvent afin de demander « **un changement de cap** » de la politique sociale-libérale du gouvernement, jusque dans les rangs du Parti socialiste, l'essentiel est plus que jamais le rassemblement de l'ensemble des forces politiques qui ont rendu les victoires possibles. Il faut remettre en cause les orientations austéritaires de l'Europe capitaliste et favoriser des coopérations entre les peuples et les Etats progressistes. **La mise en lumière du fossé existant entre la représentation politique et les électeurs relance le débat sur la nécessaire réforme de nos institutions pour une démocratisation réelle de la vie publique, une nouvelle république succédant au régime présidentiel voulu par la Ve République. C'est tout le sens de la marche du 5 mai à Paris.**

De vous à moi

Pendant le quinquennat de Sarkozy entre 2007 et 2012... Les fonds publics étaient utilisés pour payer des sondeurs du sérail - sans appel d'offre à la concurrence- pour tester l'image de marque des « copains et des coquins ». **A l'origine, une plainte contre X pour « favoritisme » et « détournement de fonds publics » déposée en mars 2012 par l'association anticorruption Anticor.** Le parquet de Paris a ouvert en octobre une enquête préliminaire sur les sondages et dépenses en communication de l'ancien gouvernement UMP. Elle rejoint celle qui courait sur ceux de l'Elysée. Il serait question de sondages commandés à la société Giacometti-Péron pour un montant de 694 059 euros. **Sont concernés, les services de l'Elysée pour l'ex-président Sarkozy, les gouvernements Fillon à Matignon, notamment Rachida Dati, alors ministre de la justice et Jean-Louis Borloo, ministre de l'écologie. La cour des comptes avait également mis en valeur ce dysfonctionnement.**

En bref

Venezuela : le successeur désigné de Chavez élu président.



En octobre, Hugo Chavez avait été élu avec 11 points d'avance sur le candidat de la droite Capriles. **Nicolas Maduro vient de le battre à nouveau, mais de seulement 235 000 voix (50,76 % contre 49,07 %), alors que l'écart était encore de 10 points il y a une semaine.** La commission électorale a déclaré le résultat « irréversible ». Dans les rues de Caracas, les feux d'artifices des partisans de Maduro se sont disputés au bruit des casseroles frappées par les soutiens de Capriles. Devant la violence entretenue par l'opposition, les manifestations ont été interdites.

Le Japon va-t-il réussir sa relance économique ?

Le premier ministre Shinzo ABE veut sortir de la déflation chronique qui règne dans son pays depuis des décennies. **L'injection massive de liquidités par la banque centrale va continuer de pousser le yen à la baisse.** Depuis novembre, il a déjà perdu plus de 20% face au dollar, ce qui favorise les exportateurs japonais. **Tokyo s'est fixé 2 % d'inflation afin de contenir la montée des taux d'intérêts, ce qui compromettrait le remboursement de la dette arrivée à hauteur de 235 % de son PIB.** L'envolée des prix du textile, des médicaments ou de la nourriture que l'archipel achète à l'étranger, ne doit pas casser la consommation intérieure notamment des personnes âgées.

Bruxelles ne desserre pas la vis de l'austérité : treize pays épinglés.

La commission européenne vient de publier l'analyse détaillée de 13 pays qui présentent selon elle, des « risques macroéconomiques ». **L'Espagne et la Slovaquie sont dans le rouge. Trois autres : la France, l'Italie et la Hongrie ont besoin de réformes « décisives » et sont dans le orange.** Tandis que la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, Malte, les Pays-Bas, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni nécessitent de la surveillance et de l'action.

L'Europe reste la zone économique du monde la plus déprimée, avec une croissance proche de zéro et des millions de chômeurs, résultat de la politique d'austérité prônée par la troïka.

Outrances de la droite à l'assemblée, violences d'extrême droite dans les rues.

L'échec politique de la droite face à la loi Taubira, conduit le noyau dur des députés UMP à accentuer leurs provocations dans l'hémicycle. N'acceptant pas leur défaite du printemps ils redécouvrent la légitimité des manifestations. **Leur refus du débat démocratique débouche sur des pratiques de plus en plus intolérantes et intolérables (chasse aux journalistes, aux élus de la république), qui font le lit des minorités factieuses.** Débordée, l'égérie du mouvement passe de l'appel à la violence, à la demande d'enfermement préventif des groupuscules identitaires, devant le déferlement de leurs violences homophobes ! **Les agressions ont été multipliées par trois ces dernières semaines, comme à Lille, Bordeaux, Paris ou Nantes.** « Ta gueule, sale pédé, regarde-moi dans les yeux si tu as des couilles ! ». Avec la même haine, ils cassent du « pédé », comme leurs pères cassaient du « bougnoule » ou du « viet ». **Sans alimenter la petite musique des médias qui hésitent entre les années 30 et un Mai68 à l'envers, notre condamnation de tels agissements doit se doubler d'une grande vigilance.**



En Loire-Atlantique

3

Arcelor Basse-Indre : Ils ne lâchent rien !

Depuis la conférence débat du 2 avril à Indre, salariés, délégués syndicaux et responsables politiques ne restent pas les 2 pieds dans le



même sabot. Les élus se mobilisent pour faire rouvrir le dossier et défendre le site et ses emplois. Dès le lendemain, A Seassau, dans un communiqué pour la fédération du PCF disait : « Le gouvernement doit revoir sa copie : Il faut mettre Mittal sous contrôle public ! ». Les salariés de Basse-Indre se sont également largement mobilisés par la grève le 4 avril, jour du CCE extraordinaire qui, sur la mise en route du « plan » validé entre gouvernement et Mittal, a vu un refus unanime des syndicats, confortés par le rapport Secafi, mandaté suite au droit d'alerte syndical. Deux responsables syndicaux du site de Basse-Indre, Mickaël Eveillard pour la CGT, et Lionel Bellotti pour FO, ont accepté de donner à NLA leur appréciation sur la situation et les perspectives.

Mickaël Eveillard – Secrétaire CGT : Pour l'heure, la Direction campe sur ses positions, mais le rapport Secafi confirme en tout point les critiques sur le plan Mittal accepté par le gouvernement, sur sa dangerosité, son coût et ses risques. L'alternative défendue par les syndicats et les salariés est le plan B : moins coûteuse, moins risquée, et il est vrai moins rentable. Le nœud du problème est là : Mittal préfère beaucoup de risques pour beaucoup de rentabilité. Le prétexte invoqué est le reclassement de salariés à Florange : menace, chantage à 60 licenciements. En fait, en considérant la pyramide des âges de ce site, on constate que plus du 1/3 des 629 salariés actuels auront atteint l'âge de la

retraite d'ici 3 ans... Drôle de logique et de garantie pour l'avenir que dépouiller Basse Indre pour transférer des activités et des compétences sur ces salariés. Un plan de préretraite eut été privilégié en d'autres temps. Là, on fait coup double : pas de parachute social et affaiblissement de Basse Indre sous prétexte de solidarité avec ceux de Florange. Face à cette tentative de division, nous nous évertuons à réunir les gens sur une vraie politique industrielle. Le marché porteur existe, permettant de charger Florange ET Basse-Indre dans leurs fonctionnements actuels. Il faut mettre les moyens humains nécessaires pour optimiser le carnet de commandes. Cela permettrait même de redémarrer un haut fourneau à Florange. Nous voulons mettre la pression sur Mittal pour une politique plus industrielle que financière. Dans ce cadre, nous allons ré interpellier Monsieur Fougerat (ndlr : Député, membre de la commission de suivi du plan Mittal). Nous demandons également à rencontrer Jean Marc Ayrault. Il est en effet inconcevable qu'un tel accord ait été conclu avec Mittal, sans même questionner les représentants des salariés !

Lionel Bellotti – Secrétaire FO, membre du Comité d'Entreprise Européen : Nous sommes la victime collatérale d'un projet global. Mittal, N°1 mondial, au regard de la baisse des prix, préfère concentrer ses productions sur certains sites pour une rentabilité maxi. Il préfère arrêter certains sites, pour faire monter le prix. Dans ce cadre, c'est le cœur de métier de Basse-Indre qu'il veut transférer sur Florange, pour une reconversion des salariés sur place. En fait, leur projet va coûter plus cher que rapporter (coûts logistiques, maintien à température des installations, formation des salariés, adaptation des outils à Florange...). Est évoquée une augmentation du tonnage. Pour info, la même chose avait été promise aux Belges, quelques années avant la fermeture ! En parallèle, les ouvriers espagnols acceptaient baisse de RTT et gel de salaires. En fait ce plan c'est un peu comme si on nous coupait un bras, qu'on nous demande de le soigner tout en faisant tout pour qu'on chope la gangrène... Les perspectives d'action ? Je suis plus pour l'Unité d'action, que pour le « syndicalisme rassemblé ». Nous allons surveiller de très près la charge et les commandes. Nous nous tenons prêts à agir, dans les formes les mieux adaptées.

Chaud froid sauce STX

Le lendemain de l'annonce de la commande d'Oasis à STX France, la direction adressait un courrier à chaque salarié pour annoncer que la rigueur sociale prévaudrait. C'est à présent sur la **situation financière** du groupe qu'est soufflé le chaud et froid. Ouest France titre le 7 avril : « STX malade, la France peut reprendre la barre », expliquant que l'action STX coréenne dévise de 15%, pour cause d'endettement du groupe actionnaire à 66% du chantier nazairien. Sénateur et députée PS prônent alors l'intervention de l'Etat, et la création d'un consortium européen à l'image d'Airbus.

Le 13 avril, Presse Océan annonce une éclaircie, avec le soutien d'une banque d'état coréenne à STX, la Korea Development Bank. Et les 2 journaux d'expliquer que le destin des chantiers de Penhoët est bien évidemment lié à la situation de la maison mère STX. Le ministre du redressement productif dit faire **suivre quotidiennement la situation de STX** mais « sans inquiétude excessive ».

Ce que toute une population attend du gouvernement n'est pas de « l'inquiétude », mais une volonté affirmée de **garantir un avenir à toute une filière** ! La preuve est faite des compétences et du savoir-faire naval français. Celle des besoins en attente d'armateurs français aussi ! Ne reste plus que l'ambition réelle, et cela il faut que les acteurs privés et publics français la porte. Attendre une commande après l'autre, avec en parallèle des milliers d'heures de chômage technique n'est pas satisfaisant. Comme le fait remarquer Joël Cadoret pour OF le 7/4 : « STX ne s'est jamais vraiment impliqué dans la politique industrielle à Saint Nazaire ».

Oui, l'opportunité doit être saisie par le gouvernement et de vrais industriels de reprendre la majorité, à la première occasion. Et tout doit être fait aussi pour que les commandes françaises aillent au chantier.

Mariage pour tous : Neuf organisations de jeunesse appellent à l'apaisement des débats

En réaction à la radicalisation autour du débat sur le projet de loi du Mariage pour tous (voir plus haut), neuf organisations de jeunesse, dont les jeunes communistes, **ont cosigné un appel de refus des violences et réaffirment par là même, leur attachement aux valeurs républicaines.**

Parmi ces neuf organisations (Jeunes centristes, communistes, démocrates, écologistes, socialistes, UDB, UDI, UMP), certaines sont favorables à la loi, d'autres défavorables, mais toutes « dénoncent la détérioration du climat politique ». Toutes déplorent « la montée des violences verbales et physique, qui concourent à instaurer dans notre pays un climat de haine ».

« Nous, réaffirment-ils, Jeunes engagés de Loire-Atlantique issus des différents mouvements politiques de la Droite, du Centre-Droit, du Centre et de la Gauche, **réaffirmons, au-dessus de toute idéologie et différences partisanes, notre attachement aux valeurs républicaines et démocratiques qui fondent notre État de droit.** » Ils invitent également les responsables politiques à assainir un climat qu'ils jugent délétère.



Vite lu vite dit

Aéroport du grand ouest : projet confirmé.

Les commissions du dialogue, agricole et de la loi sur l'eau qui travaillent depuis décembre 2012 ont remis leur rapport au gouvernement. **Elles confirment l'utilité du transfert de l'aéroport à Notre dame des landes et valide le bien fondé du choix des collectivités de s'être engagé dans ce projet.** La fédération du PCF se félicite de cette issue qui est une bonne nouvelle pour les populations et les entreprises du grand ouest, « place maintenant aux améliorations et au chantier ».

Grève à la poste de Nantes.

A l'appel de leurs syndicats Sud et CGT, les factices et facteurs de Nantes Eraudière (44300), Nantes Rollin (44100) et Montbert sont en grève illimitée. **Quasi-unanimement, ils refusent les plans de réorganisation qui se traduiraient par d'importantes suppressions d'emplois (10%) et la détérioration du service rendu aux usagers.** Le front de gauche 44 s'est déclaré solidaire et exige de la direction de la Poste l'ouverture de négociations.

Repentir : Arnault ne sera pas belge

La révélation de sa démarche en septembre dernier avait suscité un tollé en plein débat sur la taxation et l'exil fiscal des plus fortunés. « J'ai sous-estimé l'impact... Je resterais résident en France et je continuerais d'y payer mes impôts ». Le patron de LVMH Bernard Arnault renonce à demander la nationalité belge...mauvaise image commerciale.

Goss : les syndicats craignent la fermeture des deux sites.

Le fabricant de rotatives d'imprimerie risque la liquidation par le tribunal de commerce à l'audience du 15 mai en laissant sur le carreau 110 salariés à Nantes et 320 à Montataire (Oise). « Tout se décide entre Shanghai Electric, groupe chinois propriétaire depuis 2010, GIF et l'administrateur ». **Reçu au ministère du Redressement productif, seul les 2,8 Millions d'euros exigés pour assurer les salaires d'avril ont été versés.** Pour la pérennité de l'entreprise il faut attendre un plan de restructuration.

Grève dans les bibliothèques.

Suite à l'ouverture de la médiathèque Lisa Bresner à Bellevue, l'ensemble des bibliothèques de la ville de Nantes voit leurs services modifiés. **La réorganisation prévoit un découpage en 4 territoires, où l'offre de services sera structurée par pôle thématiques.**

« Malgré l'ouverture d'un nouveau site, il n'y a pas de création de postes, les effectifs restent constants. On demande plus de mobilité au personnel qui sera amené occasionnellement à se déplacer sur l'ensemble des sites. En conséquence, une polyvalence s'installera qui déstabilisera les compétences. **C'est la menace de fournir des conseils au rabais, C'est une détérioration du service public. Le vrai problème, c'est le manque d'effectifs!** » Dénonce Valérie Pacaud de la CGT, qui a voté contre le projet de réorganisation. La CFDT s'est abstenue, la CFTC et FO ont voté pour, l'Unsa était absente (d'après OF du 19 avril).



« La finance dehors, l'humain d'abord ! »

Pierre Laurent - Maintenant prenez le pouvoir - Meeting du 16 avril

« L'affaire Cahuzac a provoqué une onde de choc dans le pays. (...) Mais si la colère est si profonde, cette seule raison ne peut pas tout expliquer.

Le cœur de la crise est ailleurs, dans l'emprise de la finance croissante à l'époque de la droite et de Sarkozy, étouffante aujourd'hui. Une emprise qui interdit toutes décisions sociales, économiques, politiques hors de ses exigences de rentabilité. Avec l'affaire Cahuzac, c'est ce fossé devenu béant entre l'intérêt populaire, l'intérêt général, l'intérêt de la France et celui de la finance qui a une fois de plus éclaté à la face du pays. (...) Voilà le sens du désaveu populaire qui est en train de monter à l'égard de la

En avant vers la refondation 4

Ils ont dit

Elise Le Bail

Militante non encartée - Syndicaliste CGT Laennec

« Je fais parti du Front de Gauche du vignoble, mais je ne suis pas encartée. Pour autant, j'ai toute ma place dans le Front de Gauche du vignoble. Ce sont les premières rencontres du Front de Gauche auxquelles j'assiste et j'ai trouvé les débats intéressants. J'ai beaucoup d'intérêt pour la thématique de la santé, je suis moi-même infirmière. Comme je l'ai déjà exprimé lors de l'atelier sur la santé auquel j'ai participé, en ce moment, nous sommes en grève à l'hôpital Laennec. Cela fait trois semaines, le personnel est en très grande souffrance, nous n'avons pas les moyens d'exercer des soins de qualité, nous n'obtenons rien de nos revendications (sous effectif, modification des règles du temps de travail), donc nous faisons appel aux usagers, mais aussi aux organisations du Front de Gauche pour nous apporter leur soutien. [Ndlr : Mardi dernier les grévistes se sont retrouvés place Royale pour alerter la population sur leur situation].



Augustin Grosdoy
Parti de gauche

Après ces rencontres, ce qui est important c'est le 5 mai et la mobilisation maximum sur les objectifs qui ont été définis en commun par le Front de Gauche pour la VIème République, non seulement d'un point de vue institutionnel, mais aussi et surtout pour remplir nos objectifs de lutte contre l'austérité. Le front de gauche pour cette initiative importante doit rassembler largement au-delà des organisations qui le compose.

Contre la finance et l'austérité
Marche citoyenne
pour la
6^e République



Une première étape : Les rencontres citoyennes du Front de Gauche



Le 20 avril dernier se tenaient les premières rencontres citoyennes du Front de Gauche qui ont rassemblé près de 150 militants

et citoyens au cours de la journée. De tout le département, ces citoyens engagés, non encartés pour certains d'entre eux, sont venus échanger, confronter, autour de thèmes comme l'austérité en Europe, les droits des femmes, l'égalité des droits, la santé, la réindustrialisation ou encore l'énergie.

Autant de débats qui ont permis à des militants d'horizons divers de confronter leurs points de vue, d'avancer des propositions afin de placer le Front de Gauche au cœur des initiatives et des enjeux locaux.

Une journée de rencontre, qui en appelle d'autres, **prochaine étape pour le Front de Gauche la marche citoyenne du 5 mai contre l'austérité, la finance, et pour une VIème république** (voir page 5).

Le temps des débats

Six ateliers se sont tenus tout au long de cette journée de rencontre citoyenne : parmi ceux-ci, un atelier sur les politiques d'austérité en Europe et un autre sur les relocalisations et la réindustrialisations

Austérité, Dette, Europe

L'Europe connaît une crise sans précédent. Une crise sociale, économique, écologique, placée sous le signe de la dette. Les États européens, soit disant surendettés, incapables de financer leurs dépenses publiques, devraient désormais se résigner à appliquer les mesures d'austérité préconisées par les institutions financières. Dans une salle comble et autour d'intervenants issus de plusieurs formations du front de gauche, nous avons donc pu débattre en profondeur des thématiques de la Dette, de l'austérité et de l'Europe. Ces trois mots résument à eux seuls la logique à l'œuvre aujourd'hui sur notre continent. Dans l'objectif d'atteindre des objectifs non scientifiques telle que les « 3% » de déficit public, les États seraient obligés d'appliquer la baisse des budgets de services publics, la compression des salaires et le recul global de l'Etat face au marché privé. Pendant près de deux heures, nos échanges se sont concentrés sur les perspectives et le projet alternatif à cet ordre libéral qui casse la reprise et nous entraîne dans une spirale récessive. Désintoxiquer l'économie de la finance, permettre à la BCE de financer les Etats, taxer les flux financiers ou encore redonner à la France une politique industrielle ambitieuse ont été autant de sujets développés par les différents participants.

Relocalisation et ré-industrialisations.

François Préneau des alternatifs, dit d'entrée de jeu combien les délocalisations sont porteuses de souffrances sociales et combien nous sommes attendus sur cette question par les salariés. Aymeric Seassau (PCF44) souligne le prix payé par cette stratégie des entreprises : 3 millions d'emplois détruits en 30 ans... et la France industrielle au 15ème rang en Europe ! « Même les commandes chez STX sont hypothéquées par la crise financière ». Les participants de l'atelier sont pour la plupart des syndicalistes qui parlent d'expérience, leur réflexion est ancrée sur des connaissances professionnelles. Ainsi la question de la sous-traitance chez EADS même lorsqu'il y a du boulot. Comment les directives européennes sont prétextes à sous payer des salariés venus du monde entier dans ce qu'ils nomment des « montages exotiques ». La question du port en liaison avec le développement des infrastructures de son hinterland (l'aéroport de NDDL) est reprise par Aymeric Seassau. Le développement d'une filière d'énergie durable chez Alstom avec l'énergie marine et les éoliennes, le droit d'alerter sur la production d'Arcelor. L'ensemble exige une maîtrise des financements au travers de la banque d'investissement public.

Table ronde : Quel mouvement démocratique pour une alternative majoritaire ?

Avec la participation de François Longéras (PG), Olivier Dartigolles (PCF), Nicolas Bénéès (GU), Katell Andromaque (GA), Jean-François Pellissier (les alternatifs)

Dans leur introduction l'ensemble des intervenants se sont félicités de cette tribune unitaire, malgré une culture et des parcours différents, traduisant une remobilisation du Front de Gauche. Chacun a insisté sur la gravité de la crise politique, caractérisée par la grande déception de l'électorat de gauche, y compris socialiste devant la politique de rigueur mise en œuvre par le gouvernement : « Nous n'avons pas voté pour cela » ont-ils tous insisté. Alors que la droite et l'extrême droite battent le pavé et sont à l'offensive idéologique. Le temps est à la remobilisation, la grande marche du 5 mai sera l'occasion de donner un nouveau cap à la gauche et d'établir une refondation démocratique de notre république.

Près d'une centaine de personnes ont participé à la table ronde clôturant la journée d'atelier. Dans l'assistance, des participants non encartés soulignent leur satisfaction d'avoir participé à cette initiative. Cependant, un premier intervenant demande de reconvoquer des assemblées citoyennes afin d'irriguer les terri-



toires et en particulier les petites communes. Un militant syndicaliste se dit agréablement surpris de la richesse des discussions, une infirmière gréviste à Laennec demande de ne pas oublier les non-encartés. Enfin un autre demande que l'on trouve des mots simples pour expliquer à la jeunesse qu'elle a tout intérêt à s'engager pour le futur.

Aymeric Seassau, secrétaire fédéral du PCF, rappelle que nous sommes « **attendus et entendus comme se fut le cas**

à Arcelor Mittal et que nous devons ressortir de cette journée avec un supplément d'énergie et d'espoir ». Dans sa conclusion Olivier Dartigolles interroge l'assemblée « qui se réunit aujourd'hui, sous cette forme ! **Que serait le paysage à gauche sans les initiatives du Front de Gauche ?** Personne d'autre que nous ne construit comme cela le rassemblement dont nous avons besoin. Il nous faut envisager un basculement historique, un nouveau front populaire ou le front de gauche sera majoritaire. La population comme la jeunesse se pose la même question, dans quelle société voulons-nous vivre ? »

politique d'austérité du gouvernement. (...) Notre ambition est très claire : il faut sauver la France du désastre politique qui s'annonce si rien ne change dans le cap actuel du gouvernement. (...) Des millions de Français se demandent comment agir, comment il est possible de sortir de cette situation infernale où l'on a parfois l'impression de n'avoir le choix qu'entre le pire, le retour de la droite, et la politique du gouvernement, qui n'est en rien celle souhaitée par la majorité de ceux qui ont voulu le changement. (...) La marche du 5 mai tombe à pic, un an après l'élection de François Hollande, pour permettre à toutes ces forces de transformations sociales de se remettre en mouvement. N'y venez pas les bras ballants, ni pour acclamer les leaders du Front de gauche. Venez-y avec vos idées, vos pancartes, vos mots d'ordre, pour décliner à votre manière cette idée : **la finance dehors, l'humain d'abord !** (...) Le 5 mai n'est pas une manifestation pour tout balayer, c'est une manifestation pour franchir un pas décisif dans la construction d'une nouvelle politique à gauche !»

démocratique et sociale

5

« Remobiliser les Citoyens de Gauche »

Olivier DARTIGOLLES

A l'occasion des rencontres citoyennes du Front de Gauche, NLA s'est entretenu avec Olivier Dartigolles, porte parole du PCF. Un moment pour faire avec lui le point sur les initiatives du Parti Communiste dans la prochaine période.

NLA : Quelles appréciations porte tu sur la politique économique et sociale ?

Olivier DARTIGOLLES : Nous sommes dans une situation de grave crise, tous les voyants sont au rouge. Les politiques d'austérité déployées en France et en Europe conduisent à l'échec. Nous voyons en effet s'accroître le chômage et la précarité d'une manière inouïe. En France le chômage atteint des niveaux historiques et dans bon nombre de pays d'Europe comme la Grèce ou l'Espagne se sont près d'un quart de la population adulte qui est condamnée au chômage et plus la moitié en ce qui concerne les jeunes de ces pays.

La situation sociale est grave et le gouvernement répond en approfondissant et durcissant ses logiques d'austérité, sous le prétexte de la réduction des déficits publics, sans aucun résultat d'ailleurs. Un an après la défaite de N.



Olivier Dartigolles - Membre de l'exécutif national et Porte Paro

voulu le changement au printemps dernier. Et ce quelque soit leur vote au premier tour et leur appréciation de l'année écoulée. Nous leur tendons la main. Nous avons deux dates importantes à l'agenda. Point fort de cette remobilisation, **le 5 mai prochain avec la marche contre la finance et l'austérité et pour une VIème république.** Nous ferons la démonstration qu'il existe une énergie et une mobilisation en France pour une vraie politique de gauche et de changement.

Ensuite, sur proposition de Pierre LAURENT, **le 16 juin**

Sarkozy se pose désormais en grand la question changement de politique dans le pays !

NLA : Le gouvernement s'entête à mener une politique qui n'est ni efficace, ni celle qu'attendent la majorité des électeurs de gauche, comment peser pour que ce gouvernement change de voie ? Et quelles réponses apporte le PCF ?

Olivier DARTIGOLLES : Nous proposons de remobiliser les citoyens de gauche, ceux qui ont

nous voulons organiser les assises du changement. Avec les militants politiques, associatifs, syndicaux, des intellectuels et économistes, nous voulons discuter du nouveau cap à donner à une nouvelle politique de gauche. Nous devons remettre au cœur des débats la loi pour l'interdiction des licenciements boursiers, la question de nouveaux droits pour les salariés dans l'entreprise et du partage des richesses. Le parti communiste lors de son dernier congrès a rappelé l'importance de gagner un changement de politique qui réponde aux besoins de nos concitoyens.

Dans cette optique nous voulons permettre un nouveau contrat politique. Nous ne sommes pas fatalistes. Nous n'acceptons pas l'échec de gauche, et le front de gauche par ces initiatives signe son retour pour satisfaire les exigences populaires. En effet, nous voyons une droite et une extrême droite mobilisée plus que jamais, notamment autour du mariage pour tous. Nous devons donc faire dérailler le scénario de l'échec et permettre une véritable politique de gauche. Pour ce faire, nous aurons besoin de l'engagement fort des communistes. **Nous devons dire que l'histoire n'est pas écrite et qu'il n'y a pas de fatalité à l'austérité.**

Les rencontres citoyennes organisées par la fédération de Loire-Atlantique ainsi que sa fête départementale participent de cette dynamique. Les communistes par leur implication et leur tradition militante connaissent la difficulté du moment, le contexte de crise, mais savent que nous pouvons reprendre la main. C'est tout le sens des propositions que nous formulons pour la prochaine période.

LE PCF et le Front de Gauche en marche contre l'austérité et pour une autre république

Faire changer de cap, proposer, rassembler...Le Parti communiste, avec le Front de Gauche et toutes les forces disponibles ne sera pas en reste, dans les semaines qui viennent pour poser les jalons d'une nouvelle république sociale.



Un premier mai des luttes, pour défendre l'emploi et refuser la casse du code du travail

Transposition de l'ANI dans la loi, soutien à la loi d'amnistie sociale qui sera au menu de l'assemblée nationale, défense de l'emploi à l'heure où nombre d'entreprises du département sont menacées, où la barre des 3 millions de chômeurs vient d'être dépassé, assurément **ce premier mai sera sous le signe de la lutte** pour exiger du gouvernement, des parlementaires, qu'ils fassent de l'emploi une priorité. Une occasion leur sera donnée le 16 mai avec l'examen à l'assemblée du projet de loi déposé par les députés du groupe communiste **visant à interdire les licenciements boursiers et les suppressions d'emplois abusives.**

16 juin : Assises pour une refondation sociale et démocratique

Afin de prolonger la mobilisation du 5 mai, **le 16 juin prochain le PCF organisera des assises pour la refondation sociale et démocratique**, à Paris.

Ces assises seront le **point de convergence des nombreuses assemblées et comités citoyens qui se seront tenus depuis le 5 Mai, mais aussi des nombreuses luttes.**

A travers ces assises, construites dans un large rassemblement, le PCF en appelle à une nouvelle république fondée sur l'exercice d'une réelle souveraineté populaire, avec de nouveaux droits et de nouveaux pouvoirs pour les citoyens et les salariés. Les citoyens au cœur des institutions, c'est l'assurance de la refondation sociale et démocratique dont le pays a besoin, l'assurance de mettre fin au mal qui ronge notre société : la finance.

5 mai : Contre l'austérité, la finance, marche citoyenne pour la VIème république

Le 5 mai prochain, l'ensemble des forces du Front de gauche invite les citoyens, l'ensemble des forces de gauche et du mouvement social à **une marche pour une véritable refondation démocratique et sociale.** Une marche essentielle à l'heure où le pays s'enfonce dans la crise, crise du capitalisme renforcée par les politiques d'austérité, crise de la politique avec l'affaire Cahuzac. Il est plus que temps de mettre fin au règne de la finance, temps de se doter de moyens efficaces pour lutter contre la fraude fiscale, les paradis fiscaux, il est plus que temps de redonner espoir dans la politique et pour cela de redéfinir les règles sociales et démocratiques : **Tous à la marche citoyenne :**

Le 5 Mai, 13h30 à la Bastille

Départ en cars :

Saint-Nazaire, Base sous-marine, 6h. Nantes, Petite Hollande, 7h
Renseignement et réservation auprès de la fédération du PCF : 02.40.35.03.00 ou pcf44@wanadoo.fr

4 juin : Grand meeting pour une alternative à l'austérité

Ratification du traité budgétaire européen, pacte de compétitivité, adoption d'un budget de rigueur, collectivités mis au régime sec, Les organisations du Front de Gauche, elles, seules ne se résignent pas à l'austérité. En janvier dernier, le Front de Gauche mettait en débat 25 propositions à même de répondre aux enjeux de la crise et satisfaire aux besoins sociaux, parmi lesquels une fiscalité plus juste, une volonté de s'opposer à la financiarisation de l'économie, développer le pouvoir d'achat, donner de nouveaux droits aux salariés, développer les services publics. **Le 4 juin prochain le Front de gauche organisera un grand meeting pour une alternative à l'austérité, à 20h30 à la Trocardière de Rezé.**

19 mai : Quels moyens pour la démocratie locale ?



A l'occasion de la Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique (les 18 et 19 mai au parc paysager de Saint-Nazaire), élus et responsables de gauche débattront des moyens nécessaires pour le bon fonctionnement de la démocratie locale. A l'heure où les collectivités locales peuvent être des remparts contre les politiques d'austérité, à l'heure où les services publics se font eux aussi nécessaires pour accompagner des politiques de progrès social, s'impose le dogme de la rigueur des dépenses publiques et de collectivités jugées dispendieuses. Collectivités qui pourtant participent de 70% de l'investissement public et donc, de la vitalité des territoires.

La gauche face à la presse : « Réforme des collectivités, décentralisation, quels moyens pour la démocratie locale ? » - Dimanche 10h30, à la fête des Nouvelles

Expos de la FRAC

Au Hangar À Bananes, en ce moment et jusqu'au 5 mai, a lieu la présentation d'un choix de sculptures achetées sur 30 ans par le FRAC (Fonds Régional d'Art Contemporain) des Pays de la Loire. Cette exposition, intitulée « de belles sculptures contemporaines », donne à voir des travaux d'artistes de la région et de partout, souvent étonnants et s'ouvrant à toutes les interprétations, souvent pleins d'humour et d'autodérision. Avec des matériaux parfois très communs, parfois inattendus, chaque sculpteur va mettre en volume sa vision du monde, ses références (artistiques, littéraires, politiques...).

L'exposition est ouverte du mercredi au dimanche de 13 à 18 h. Visites commentées les samedis et dimanche à 16 h. (pour les enfants : le samedi à 15 h.) - HAB Galerie, Quai des Antilles, Nantes.

À signaler une autre exposition du FRAC, jusqu'au 1er septembre : FRAC Pays de Loire, La Fleuriaye, Carquefou, du mercredi au dimanche, de 13 à 18 h.



Culture, idées

6

théâtre
d'ici pu d'ailleurs

À le plaisir de vous présenter le spectacle :
DEBOUT DANS LA BRUME



le lundi 13 mai 2013 à 20h30 au Quatrain,
à Haute-Goulaine

Séance supplémentaire organisée suite
aux nombreuses demandes,
la séance du mardi 14 mai affichant COM-
PLET.

jusqu'au jeudi 18 avril : 02 40 80 25 50 /
billetterie@lequatrain.fr , à partir du 19
avril : 06 34 37 43 75 / theatreiciailleurs-
diff@gmail.com



D'après la trilogie de Gérard Mordillat :
**Les vivants et les morts, Notre part
des ténèbres, Rouge dans la brume**

Avec : Cédric Cartier, Michel Hermouet,
Rémi Lelong, Claudine Merceron, Elodie
Retière-Henry, Martine Ritz, Patrick
Verlac

L'argent réveille, l'argent fascine. On
s'en méfie, mais on voudrait l'entasser.
On le dénigre, mais on l'épargne.

"L'argent pervertit l'homme" et les per-
sonnages de Mordillat n'y échappent
pas.

De Chantal, dont le mari lutte pour
sauver son emploi, et qui ne rêve que
d'une vie consumériste, à Serge, le
contremaître qui se plie pour une
prime, ou Berhen, directeur financier,
qui n'est qu'un pion pour l'actionnaire,
tous sont piégés.

Mais, dans cette tempête, Rudi, Dallas,
Carvin, Gisèle et Anath refusent le nau-
frage. Les émotions incarnent les
idées entre tragédie et comédie, entre
légèreté et gravité, entre petite et
grande Histoire.

Adaptation libre de : Claudine Merceron,
Elodie Retière-Henry, Martine Ritz
Metteuse en scène, directrice d'acteurs :
Claudine Merceron, Création lumières:
Eric Fleurimont, Création son: Philippe
Henrycréation, costumes : Caroline
Audrain.

Pourquoi j'ai écrit « arrêtez la bombe ! » par Paul Quilès



À l'initiative du Mouvement
de la Paix s'est tenu le mer-
credi 10 avril à l'Agora de
Saint-Nazaire une soirée-
débat autour de la présen-
tation du livre de l'ancien
ministre PS de la Défense,
Paul Quilès. Invité par les
instances du mouvement,
Aymeric Seassau secrétaire
fédéral du PCF était présent.

Dans les lignes qui suivent,
l'auteur revient sur ce qui l'a
conduit à écrire cet ouvrage.

Paul Quilès -

Depuis la fin des années 80,
j'ai pris conscience progressi-
vement de l'absurdité de

l'arme nucléaire, de la confusion des doctrines qu'elle implique,
de l'impréparation des dirigeants, de l'influence dangereuse du
« lobby militaro-industriel ».

**Le démantèlement du bloc soviétique, qui mettait fin à la
bipolarisation du monde et qui marquait une rupture
majeure sur la scène internationale n'avait fait émerger
aucune nouvelle doctrine de sécurité.**

La dissuasion nucléaire qui consiste à exposer son adversaire
à un risque de destruction massive restait le pilier des politi-
ques de défense, notamment en France. C'est à partir de l'an-
née 1995, qui a vu se dérouler le seul débat sur l'armement
nucléaire à l'assemblée nationale (débat sur la reprise des
essais en décembre), que je me suis prononcé clairement pour
l'objectif d'un monde débarrassé d'armes nucléaires.

**Les menaces auxquelles nous devons faire face hier sont
à ranger au nombre des peurs du passé et la théorie de la
dissuasion n'est plus adaptée au monde de ce début du 21
ème siècle.** Aujourd'hui, c'est l'existence même de ces armes,
couplée au risque de prolifération et de terrorisme nucléaire,
qui constitue paradoxalement la véritable menace.

C'est pourquoi dans mon livre je dénonce les idées reçues sur
la pertinence de l'arme nucléaire qui pour être martelées, n'en
sont pas moins contestables.

**Certains considèrent que tout ceci est trop sérieux et trop
complexe pour faire l'objet de débat public ou même parle-
mentaire.**

Les socialistes semblent se satisfaire du fonctionnement de

nos institutions, qui abandonnent beaucoup de pouvoir au
Président de la République dans le domaine de la défense et
ils considèrent qu'il n'y a donc pas lieu de trop débattre sur ces
questions.

Jaurès, à son époque, regrettait déjà que les partis politi-
ques ne s'intéressent à ces questions que « par le biais de
la vision électorale ».

**Souvent l'arme nucléaire est présentée comme une
« arme de non emploi ».**

Ces dangers existent bien et la bombe atomique a failli servir à
plusieurs reprises depuis 60 ans. Les doctrines ont beaucoup
varié depuis sa première utilisation le 6 août 1945 à Hiroshima.
Des militaires, des industriels, des politiques, des experts, des
médiats, le « lobby militaro-industriel, tous bloquent le débat
public et préfèrent répéter les formules du catéchisme
nucléaire.

**Face à la prolifération, l'arme nucléaire est présentée
comme indispensable.**

C'est une affirmation fallacieuse. Les arsenaux nucléaires exis-
tants n'ont pas dissuadé d'autres pays, parfois très pauvres, de
se doter de leur propre arsenal.

C'est au contraire parce que les cinq pays dotés privilégient
l'arme nucléaire

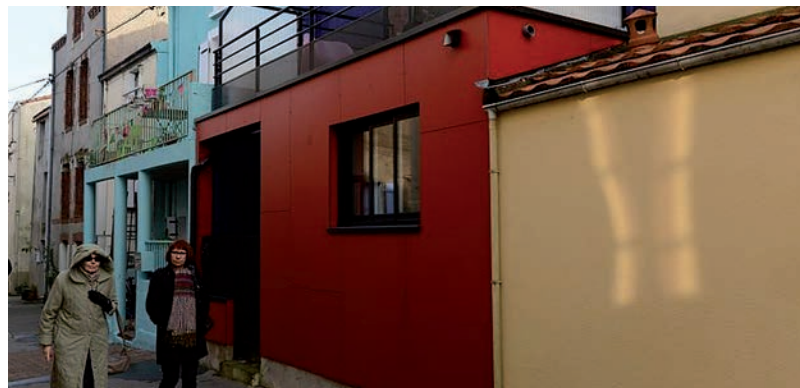
comme garantie de
sécurité, que la proli-
fération trouve sa pro-
pre justification et que
ce risque devient une
vraie menace. **Ainsi,
dans le contexte
stratégique actuel,
multipolaire et poly-
centré, l'arme
nucléaire est deve-
nue par elle même,
de façon paradoxale,
un facteur majeur de
prolifération.**

*Paul Quilès participe
au groupe de réflexion
« gauche avenir »
qui regroupe plusieurs
formations de gauche,
dont le PCF.*



Etude patrimoniale à Trentemoult

Définir des règles architec-
turales visant à ne pas
dénaturer l'allure tradi-
tionnelle d'un village apparte-
nant au patrimoine collectif
tel est l'enjeu d'une étude
patrimoniale présentée aux
habitants du village de
Trentemoult par la com-
mune de Rezé. La démar-
che est assez originale pour
s'y attarder. Chacun connaît
l'ancien village de
pêcheurs, aujourd'hui l'at-
traction de nombreux nan-
tais attirés par les quais sur la Loire, les
anciennes maisons de cap-horniers, les
restaurants offrant une vue privilégiée sur
la ville de Nantes. La ville de Rezé, qui a
déjà l'expérience de politiques patrimonia-
les hardies (Le Corbusier, la préservation
du site gallo-romain de Saint-Lupien...) s'est
attelée à la définition de règles visant
non pas à geler toute perspective d'évolu-



tion urbaine, mais à concevoir cette évolu-
tion dans le respect de ce qui caractérise
ce village. Ainsi des critères de qualités
architecturales et paysagères ont été défi-
nis avec l'aide d'un bureau d'étude et pré-
sentés au conseil consultatif de quartier et
aux habitants. Le diagnostic établi avec
les habitants a permis de dessiner des
orientations et des outils de protection.

Préserver les escaliers
extérieurs traditionnels
des maisons de
Trentemoult soumises
aux aléas du fleuve, les
corniches, les façades
des maisons, voire des
alignements, des clô-
tures, des jardins paysa-
gers ou de petits élé-
ments patrimoniaux,
implique pour les habi-
tants de se conformer à
quelques règles à res-
pecter pour préserver
l'allure générale du village. Certaines
démolitions, voire certaines constructions
ou ajouts aux constructions existantes ne
pourront plus se faire. Des déclarations en
mairie permettront par contre certaines
améliorations de l'habitat ou de l'environ-
nement. Un exemple intéressant qui
démontre qu'urbanisme et patrimoine ne
sont pas nécessairement antinomiques.

Le chiffre

« Environ **3/4** des maires des petites villes interrogés envisagent de se représenter aux prochaines élections municipales. Le taux est sensiblement similaire à celui observé aux précédentes élections municipales de mars 2008 », indique l'APVF (Association des petites villes de France).



La phrase

« **La CGT réaffirme son opposition à l'acte III de la décentralisation tel que proposé ainsi que son exigence d'engager une concertation de qualité avec l'ensemble des acteurs sociaux** ». La CGT revendique une organisation des prérogatives et des missions de l'État et des collectivités locales fondée sur la recherche de l'Intérêt général et la réduction des inégalités sociales et spatiales poursuit la centrale dans un récent communiqué. Plus d'infos sur elunet.org

Au cœur de collectivités

7

Une politique socio-culturelle ambitieuse !

Sandrine Fleurimont - Maire adjointe de St Herblain -

Le dernier conseil municipal herblinois a permis à la commune de renforcer son soutien à l'animation socio-culturelle par l'adoption d'une convention tripartite (commune, CAF et association socio-éducative). L'occasion pour les NLA de revenir sur l'ambition portée la collectivité de St Herblain et les élus communistes et républicains dans ce domaine.

NLA : Quelles ont été les évolutions de la politique socio culturelle lors de ces dernières années ?

S.F : Tout au long de l'année 2011, la Ville de Saint-Herblain, l'association Espace animation et les associations socio-éducatives et culturelles des quartiers herblinois ont mené ensemble une réflexion visant à donner un nouveau cadre à l'action socioculturelle sur la commune. **Cette démarche a débouché sur un projet socioculturel global pour la période 2012/2016.** L'année 2011 a en parallèle vu une profonde réorganisation de l'offre socio culturelle.

La ville a ainsi réintégré les activités et les personnels d'« Espace Animation », structure associative qui chapeautait jusqu'alors les différents centres socio culturels, les ludothèques, les centres de loisirs et d'animation jeunesse. **Cette municipalisation a clairement permis de rendre plus cohérente l'action de la ville envers la jeunesse et le développement de la vie sociale des quartiers tout en insufflant une ambition renouvelée au secteur.**

Cette évolution répond aussi au besoin d'une relation plus directe entre chaque association socio éducative et culturelle et la ville. **Travailler à la fois notre organisation et nos pratiques tout en donnant un contenu et des moyens forts à l'action socio culturelle communale, voilà ce à quoi les élus communistes et majoritaires ont travaillé.**

NLA : Concernant le projet socio culturel herblinois en tant que tel, pouvez-vous nous en dire plus ?

S.F : Notre projet s'est construit sur quatre axes majeurs. **Le pre-**

mier de ces piliers étant de contribuer à la cohésion et à la dynamisation sociale par l'accompagnement des personnes en difficulté et à la réduction des inégalités, mais aussi par des actions favorisant le vivre ensemble, la rencontre, la mixité sociale, intergénérationnelle et hommes / femmes.

Nous avons voulu également placer au cœur de cette politique **le fait d'encourager l'engagement citoyen, la vie associative et la démocratie participative** par l'impulsion et l'animation d'une démarche de démocratie participative rendant les habitants acteurs de la vie locale en valorisant la parole et des attentes des habitants en matière d'évolutions urbaines ou encore par le soutien à la vie associative locale, vecteur d'animation sociale et d'engagement citoyen

Nous avons souhaité également dans un troisième temps accompagner les mutations urbaines et le développement du territoire par une organisation territoriale de l'action socioculturelle favorisant une couverture optimale de la commune et une intervention de proximité, en cohérence avec l'organisation du réseau des partenaires notamment.

Et enfin par le soutien à la fonction parentale, la lutte contre l'échec scolaire et par une action éducative volontariste sur les temps libres de l'enfant nous voulons participer à la mise en œuvre du Projet éducatif local en direction des enfants et des jeunes.



Rezé

Gagner des moyens pour nos communes !

Dans leur dernière lettre les élus communistes de Rezé ont fait le constat de budgets Communaux insuffisants. **En effet, la Ville de Rezé subit aujourd'hui les conséquences directes de la réforme fiscale de 2010 : pour la première fois, les recettes sont moindres, alors que les besoins de nos concitoyens explosent. Les élus enfoncent le clou en déclarant qu'« alors qu'un privé d'emploi sur deux n'est plus indemnisé, alors que les factures énergétiques explosent, alors que nous manquons toujours de milliers de logements sociaux sur l'agglomération nantaise, les Communes et Départements sont privés des moyens nécessaires au service public. »**



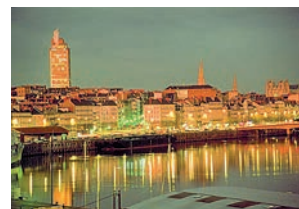
En 2008 déjà, chacun s'accordait à reconnaître leur rôle d'amortisseur face à la crise. En effet, les collectivités mobilisent près de 75 % de l'investissement public de notre pays. Aujourd'hui, les paradis fiscaux et dividendes des actionnaires fonctionnent toujours à merveille, et le « petit peuple » n'a même plus « d'amortisseur ». Pire, l'accord national interprofessionnel signé entre Medef et Cfdt, Cftc et Cgc casse les fondements du code du travail !

Dans ce contexte, les élu-e-s communistes au Conseil municipal agissent pour influencer positivement en faveur des intérêts du plus grand nombre. C'est au regard de cela, que les élus communistes participent aux orientations solidaires de la majorité municipale, tout en contribuant à créer du débat et du rapport de forces pour modifier ce qui doit l'être. Ainsi, ils sont « à l'origine du voeu adopté par une large majorité (sauf l'Ump et les Verts) pour demander une réforme fiscale d'envergure faisant payer le capital et donnant aux collectivités les moyens de leur libre administration ».

Nantes

Des élus utiles pour aujourd'hui et pour demain !

Une conférence de presse commune de la section de Nantes et des élus communistes de Nantes s'est déroulée jeudi 18 avril. En présence d'une demi-douzaine de journalistes, nos camarades Marie Annick Benâtre, Jean Jacques Moreau, Yann Vince, Raymond Lannuzel et Michel Rica ainsi que le bureau de la section ont présenté aux journalistes le bilan de nos élus ainsi que la démarche des communistes à l'approche des municipales.



Pour les élus communistes le sens de l'action municipale doit faire de la commune le premier rempart contre les difficultés des citoyens et les politiques d'austérités nationales.

En développant le logement social et des services publics de haut niveau retirant des lois du marché des besoins élémentaire, comme avec la Régie publique de l'eau les élus communistes se sont battus et se battent pour l'amélioration du niveau de vie de nos concitoyens.

Ainsi, l'heure est au bilan et à la construction commune du projet des communistes à Nantes. C'est la particularité du Parti Communiste, qui ne joue pas au jeu des tactiques politiciennes, rejetant les besoins, les exigences et les détresses des citoyens derrière un rapport délégataire. **Dès la mi-mai, avec la Lettre des Élus et des ateliers du projet, ils construiront avec les citoyens, les futures exigences politiques populaires. Dans une démarche de rassemblement sans exclusive, les communistes dessineront leur projet politique pour une commune qui protège les citoyens, rempart aux difficultés de la crise et des politiques d'austérité, point d'appui de la cohésion sociale, des services publics et de l'investissement des collectivités.**

Près de vous

Trignac : hommage à Dulcie September

A l'invitation de Daniel Breuillet Maire d'Arcueil et de S.E Dolona Msimang Ambassadeur de la République d'Afrique du Sud en France Lauryane Picaud Conseillère Municipale à Trignac a rappelé que la ville de Trignac, était la commune où elle avait fait son dernier débat public invité par l'association « femmes Solidaires » avant d'être sauvagement abattue.

Cet hommage s'est déroulé en présence du neveu de Dulcie et de nombreuses personnalités engagées contre l'apartheid. Par des poèmes, des hymnes, des lectures, des chants, des fleurs, un très bel hommage a été rendu à Dulcie September, représentante de l'ANC en France, assassinée à Paris, le 29 mars 1988.

Dulcie n'avait de cesse de dénoncer en tous lieux l'apartheid, elle a sacrifié sa vie pour celle de son peuple. Elle avait un idéal de justice et de droit à vivre dans la dignité pour tous. Son amie Jacqueline Dérens a écrit « une vie pour la liberté », livre consacré à Dulcie September, un exemplaire a été remis à chacun des collégiens de l'établissement qui porte son nom. Ce livre sortira en mai prochain, J Dérens viendra présenter cet ouvrage dans notre département. « Rendre hommage à Dulcie c'est poursuivre le combat exigeant qu'elle menait contre le racisme, les discriminations sexistes et l'exploitation des plus pauvres » conclue l'élue.

Un SPANC bon pour la vidange

J.Y Martin délégué communautaire de la communauté de commune Loire et Sillon déclarait dernièrement que « Malgré les changements récents de la réglementation nationale concernant l'assainissement individuel des eaux usées - applicables au 1^{er} juillet 2012 - le règlement de service du SPANC de Loire et Sillon n'a toujours pas été remis à jour, 8 mois après ».

Il met en avant une faille de légalité, en dépit de l'engagement pris alors en conseil communautaire. La mise aux normes de toutes les installations anciennes d'avant 2009, jugées "non-conformes", ne s'impose pourtant plus. Seules celles présentant un risque prouvé de pollution ou une menace avérée pour la santé publique sont concernées. Alors pourquoi certaines pratiques perdurent-elles : contrôles payants répétés sans raison, réticences pour les micro-stations bel et bien agréées - alternatives au sacro-saint "bac à sable" - validations tatillonnes et pénalisantes en cas de revente du patrimoine se demande l'élue ? « **A moins que cette "contrôle" éfrénée ne soit le bon moyen d'assurer l'équilibre d'un budget de service menacé d'asphyxie ?** Une vidange en règle s'impose donc, sans plus traîner » déclare t-il.

Ouvrons-là

L'austérité est cette réalité, celle qui plonge un peuple dans la misère

Par Adrien HELARY



L'austérité est due a une erreur de formule dans un tableau Excel. C'est ce qu'ont démontré des chercheurs de MIT contestant une étude d'Harvard, qui entendait lier endettement public et faible croissance, la seconde étant une conséquence de la première. Les politiques mises en place en Europe ne sont pas remises en question pour autant. D'ailleurs les économistes d'Harvard responsables de cette erreur se sont empressés de communiquer que leur conclusion restait valable. Les économistes libéraux ont toujours été plus proches de la divination que de la science mais il est **toujours plaisant de voir les capitalistes tenter désespérément de donner une base scientifique à leur volonté de saigner les peuples pour se remplir les poches.** Même Le Monde commence à s'alarmer de l'augmentation dramatique de la misère en Grèce. Un article énumère ainsi l'augmentation du chômage, des homicides, des suicides, des infections notamment au VIH. L'austérité est cette réalité, celle qui plonge un peuple dans la misère. C'est cette misère que l'on combat. Nous sommes communistes parce que nous refusons qu'une minorité s'enrichisse sur le dos du plus grand nombre. Si notre combat contre l'austérité ne doit faire l'objet d'aucune concession, il ne doit pas faire oublier notre projet révolutionnaire. Face aux errements de ces pseudos économistes il convient de leur opposer l'analyse marxiste et les solutions qui en découlent. Il ne faut pas tomber dans le piège d'opposer à une politique capitaliste d'austérité, une autre politique capitaliste de relance par la demande. Nous ne souhaitons pas réguler le capitalisme pour qu'il soit plus juste. **Il n'existe pas plus de capitalisme juste que de guerre juste.** Notre ambition est de construire une société pour le peuple dont la politique ne dépendra pas d'études soit disant scientifiques commises par les valets de la classe dominante.

Urgence ! il faut défendre l'Humanité

l'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger. Des difficultés de trésorerie les menacent gravement. Pour faire face à cette situation, l'Humanité et ses équipes font appel à leurs lectrices et lecteurs, aux organisations progressistes et démocratiques, à toutes les personnes attachées au pluralisme des idées et de la presse.

Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité a lancé un Appel pour une souscription populaire pour défendre l'Humanité :

Comme l'ensemble de la presse écrite, notre journal subit depuis plusieurs semaines des effets violents de la crise générale : nouvelle diminution des recettes publicitaires, baisse des recettes de diffusion – comparées à l'an passé, à la même époque –, alors que les coûts de production et de distribution connaissent de nouvelles augmentations. Ces nouvelles pressions s'exercent sur nous alors que nous avons procédé à d'importantes économies ces dernières années.

Dans l'actuel contexte, le risque d'une asphyxie financière de la presse écrite existe bel et bien. Et il n'est pas vrai qu'il existerait un modèle économique alternatif « tout numérique », comme veulent l'imposer les grands groupes, les grands oligopoles comme Google, ou encore certains cercles étatiques. Tout en travaillant au développement d'une plate-forme numérique efficiente, nous allons continuer à moderniser nos journaux, à améliorer leur contenu éditorial et leur diffusion. D'autre part, nous lancerons, dans quelques semaines, la préparation de la Fête de l'Humanité, qui se tiendra les 13, 14 et 15 septembre. Mais nous devons d'ores et déjà faire face à l'urgence. La pression de la crise qui s'exerce sur nous nous oblige à relancer aujourd'hui une nouvelle souscription populaire.

Au moment où un débat public commence à se déployer sur la pertinence de l'austérité, l'existence de l'Humanité et de l'Humanité

Dimanche, et le développement de leur lecture sont plus que jamais indispensables. Au moment où la question d'un changement de cap politique à gauche est en débat parmi toutes celles et tous ceux qui ont voulu le changement, il y a un an, la lecture de l'Humanité et de l'Humanité Dimanche est un moyen utile pour aider à la mobilisation populaire et unitaire pour faire front contre les puissances d'argent, la droite et l'extrême droite, et pour obtenir un nouveau contrat politique à gauche. **Sans l'Humanité et l'Humanité Dimanche, il n'y aurait eu aucun décryptage de l'accord sur la flexibilité dans la presse quotidienne.**

Sans l'Humanité, aucun compte rendu des contenus des congrès du Parti communiste, du Parti de gauche ou de la Gauche unitaire. Il n'y aurait rien sur les initiatives et l'activité militante réelle du Front de gauche. Sans l'Humanité, les débats sérieux et approfondis du congrès de la CGT auraient été enfouis dans les cavernes du silence. Dans les jours et les semaines à venir, **l'Humanité et l'Humanité Dimanche vont être les journaux qui vont donner sens et force à la marche citoyenne du 5 mai** contre la loi de la finance et pour une nouvelle République sociale et démocratique, dans la lignée de Jean Jaurès. Ils vont accueillir les idées, les contributions de toutes celles et tous ceux qui s'engagent dans ce processus ouvert et unitaire. Puis ils vont aider à faire le lien entre la commémoration des soixante-dix ans de la création du Conseil national de la Résistance et la nécessité de la part de toute la gauche qui s'en réclame d'y être fidèle en actes, avec toutes les conséquences qui en découlent pour l'avenir.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche vont donc être utiles à qui cherche aujourd'hui les voies d'un changement clair et net de cap à gauche. **Mais voilà qu'une nouvelle fois, il faut les protéger d'un accident de trésorerie.** C'est la raison de notre nouvel appel pressant à participer à la souscription populaire que nous sommes contraints de relancer aujourd'hui. Cet appel s'adresse à la fois à toutes nos lectrices et tous nos lecteurs, à toutes les organisations progressistes, démocratiques qui tiennent au pluralisme des idées et de la presse, à l'existence de l'Humanité.

En vous remerciant par avance.

Je participe à la souscription populaire de l'Humanité

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Ville Code postal

Adresse e-mail Téléphone

Coupon à compléter et à retourner accompagné de votre chèque exclusivement à : l'Humanité - Secrétariat du directeur - 5 rue Pleyel - Immeuble Calliope - 93528 Saint-Denis Cedex (Chèque à l'ordre de Presse et Pluralisme).

L'agenda

Mercredi 24 avril : Assemblée générale de la section St Herblain Gesvres et Cens à 18H30, centre socio culturel du Sillon de Bretagne.

Jedi 25 avril : Assemblée générale de la section du Pays de Retz à 20H à Arthon en Retz.

Samedi 27 avril : Réunion des secrétaires de sections, trésoriers de sections, secrétaires à l'orga des sections et le pôle vie du parti/bataille financière du Conseil départemental à 10H00 à la fédération.

Mardi 30 avril : Assemblée générale de la section de la Presqu'île Guérandaise à 18H, salle du moulin d'argent à Pornichet.

Vendredi 3 mai : Rendez-vous de la vignette de la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique à 18H00 au parc paysager de St-Nazaire.

Dimanche 5 mai : Manifestation pour une refondation sociale et démocratique de la République.

Lundi 6 mai : Réunion du Conseil départemental à 18H30 à la fédération.

Vite lu...

FRAP soutient l'Humanité



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdo Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Yann VINCE

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE

